

I - LOIS & ORDONNANCES

LOI n° 2000 -- 043 du 26 juillet 2000 relative au régime juridique particulier des associations de développement.

L'Assemblée et le Sénat ont adopté ;
Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

Article 1er/ La présente loi a pour objet de définir le régime juridique particulier applicable aux associations de développement.

Au sens des dispositions de la présente loi et des règlements pris pour son application, on entend par "association de développement", les associations, nationales ou de droit étranger, telles que définies aux termes de la loi n° 64.098 du 9 juin 1964 relative aux associations, ayant pour objet la réduction des inégalités et la lutte contre la pauvreté, à travers la poursuite de l'un ou plusieurs des objectifs suivants :

- la sécurité alimentaire ;
- l'intégration des couches vulnérables de la population dans le processus de développement économique et social, notamment par la promotion de l'emploi ;
- l'accès des populations aux services sociaux de base et, en particulier, à l'éducation, à la santé et à l'habitat ;
- la protection de la femme et de l'enfant ;
- la protection de l'environnement ;
- les secours d'urgence ;
- et, en général, les objectifs visant à améliorer les conditions de vie des populations.

Article 2/ Les associations de développement visent à améliorer, dans un esprit de dévouement et de sacrifice, hors de toute préoccupation lucrative, et dans le respect des lois et règlements les conditions de vie des populations.

Elles poursuivent leurs objectifs dans le cadre d'une approche de développement à la base, participative et concertée, fondée sur la solidarité des

collectivités, groupes et individus et sur la pleine mobilisation de leurs capacités humaines et matérielles, à travers notamment la promotion de l'emploi et la répartition équitable des services sociaux de base.

Il leur est interdit toute action discriminatoire ou susceptible de porter atteinte aux valeurs morales et spirituelles des populations.

Sous réserve des règles spéciales prévues par la présente loi, les associations de développement sont régies par les dispositions de la loi n° 64.098 du 9 juin 1964 relative aux associations, telles que modifiées par celles des lois n° 73.007 du 23 janvier 1973 et n° 73.157 du 2 juillet 1973.

Article 3/ Pour la réalisation de leurs programmes d'action compatibles avec les objectifs de la politique nationale de lutte contre la pauvreté et de développement à la base, les associations de développement, nationales ou de droit étranger, dûment autorisées conformément aux dispositions de la loi n° 64.098 du 9 juin 1964, peuvent être agréées au régime particulier prévu par la présente loi, par l'autorité chargée de la coordination de la lutte contre la pauvreté et du développement à la base, dans les conditions définies aux articles 4, 5 et 6 ci-après.

Au sens des dispositions de la présente loi et des règlements pris pour son application, on entend par "autorité chargée de la coordination de la lutte contre la pauvreté et du développement à la base", le ministre, ou toute autre autorité nationale quel que soit son statut juridique, chargé(e), aux termes d'un texte législatif ou réglementaire, de la conception, de la mise en œuvre et du suivi de la politique nationale de lutte contre la pauvreté et de développement à la base.

Article 4/ La demande d'agrément est adressée à l'autorité chargée de la coordination de la lutte contre la pauvreté et du développement à la base. Le dossier

qui y est obligatoirement joint doit comporter les pièces suivantes :

- a) un exemplaire du Journal Officiel contenant l'extrait de récépissé d'agrément pour les Associations nationales, ou de l'autorisation du Ministre de l'Intérieur, pour les associations de droit étranger ;
- b) un exposé indiquant l'origine, le but d'intérêt public de l'association, son expérience et en particulier le (ou les) programme(s) réalisé(s) ;
- c) les projets de programmes d'action à court, moyen et long terme et les sources de financement projetées ;
- d) les statuts de l'association en trois exemplaires ;
- e) un document indiquant la localisation du siège et des représentations de l'Association en Mauritanie ;
- f) la liste des membres composant les organes dirigeants de l'association ;
- g) pour les associations mauritaniennes, le compte financier du dernier exercice et un état de l'actif mobilier et immobilier et du passif ; pour les associations de droit étranger, une indication des apports humains, matériels et financiers constatés ou envisagés au bénéfice direct ou indirect de la Mauritanie.

Ces pièces, ainsi que la demande seront certifiées sincères et véritables et signées de toutes les personnes dûment habilitées à cet effet.

Article 5/ L'agrément est accordé par décision de l'autorité chargée de la coordination de la lutte contre la pauvreté et du développement à la base, après avis d'une commission consultative des agréments.

L'organisation et le fonctionnement de la commission consultative des

agréments ainsi que la procédure d'agrément seront définis par décret.

Article 6/ Ne peuvent être agréées que les associations de développement qui justifient de la réalisation, dans des conditions jugées satisfaisantes, d'un programme significatif de lutte contre la pauvreté et de développement à la base. Sont agréées de plein droit, les associations de développement, nationales ou de droit étranger, reconnues d'utilité publique sur le fondement des dispositions de la loi n° 64.098 du 9 juin 1964.

Article 7/ Les associations de développement agréées en application de la présente loi, peuvent recevoir des subventions, dons ou legs de personnes physiques ou morales, nationales ou étrangères, lorsque ces subventions, dons ou legs sont compatibles avec leur objet. Elles peuvent en outre :

- a) bénéficier de l'exonération totale ou partielle des droits et taxes ou des régimes d'admission temporaire :
 - sur les biens achetés localement sous réserve qu'ils ne soient pas d'origine mauritanienne et sur les biens importés notamment les équipements et véhicules, les fournitures et les produits (. médicaments, vivres, intrants...) objet de l'activité;
 - sur les effets personnels, objets et véhicules destinés au personnel expatrié, à raison d'un (1) véhicule par ménage, ainsi que ceux liés aux besoins du siège ou de la représentation ;
- b) obtenir des facilités de change et des facilités ou avantages liés à la réalisation de leurs programmes et notamment la cession ou la location d'immeubles

- appartenant à l'Etat ou aux communes ;
- c) être autorisées à gérer les moyens financiers, matériels et humains affectés par d'autres donateurs ou bailleurs de fonds à un programme d'action préalablement arrêté et compatible avec l'objet de ces associations ;

La décision d'agrément précise la liste des autorisations et avantages pouvant être accordés à l'association de développement agréée, parmi ceux prévus aux paragraphes (a) à (c) ci-dessus, en fonction des programmes d'action envisagés.

Article 8/ Les avantages cités aux paragraphes a), b) et c) de l'article précédent sont accordés dans le cadre de conventions d'exécution de programme.

Les conventions d'exécution de programme précisent la nature du programme envisagé, sa durée, les modalités d'exécution, ainsi que le détail des avantages consentis par l'Etat en contrepartie.

Les conventions d'exécution de programme sont signées, au nom de l'Etat, par l'autorité chargée de la coordination de la lutte contre la pauvreté et du développement à la base et, au nom de l'association, par un représentant dûment habilité à cet effet. Elles sont approuvées, le cas échéant, par les ministres intéressés et obligatoirement par le Ministre des Finances, lorsqu'elles portent exonération totale ou partielle des droits ou taxes ou admission à des régimes fiscaux temporaires.

Article 9/ Des conventions de partenariat peuvent être signées entre l'Etat et les associations de développement agréées. Elles indiquent :

- a) les domaines d'action de l'association ;
- b) la date, le numéro et la nature de l'agrément ;

- c) les autorisations et avantages pouvant être accordés à l'association dans les conditions prévues aux articles 7 et 8 ci-dessus pour l'exécution des programmes, ou pour les besoins du siège et de la représentation ;
- d) les engagements réciproques du Gouvernement et de l'association ;
- e) les contrôles que l'administration peut effectuer auprès de l'association et leurs conditions ;
- f) les conditions de révision ou de résiliation de la convention ;
- g) la procédure d'arbitrage qui sera mise en œuvre en cas de litige entre les parties.

Les conventions de partenariat sont signées, au nom de l'Etat, par l'autorité chargée de la coordination de la lutte contre la pauvreté et du développement à la base et, au nom de l'association, par un représentant dûment habilité à cet effet.

Les conventions de partenariat sont précisées, pour chaque programme, par des conventions d'exécution de programme telles que prévues à l'article 8 ci-dessus.

Article 10/ Les associations de développement de droit étranger, justifiant du dépôt, auprès du Ministre de l'Intérieur, d'une demande d'autorisation, en application des dispositions de la loi n° 64.098 du 9 juin 1964, peuvent être agréées à titre provisoire, par l'autorité chargée de la coordination de la lutte contre la pauvreté et du développement à la base aux fins de l'exécution de programmes d'action compatibles avec la politique nationale de lutte contre la pauvreté et de développement à la base.

La demande d'agrément à titre provisoire est accompagnée de l'ensemble des pièces précisées à l'article 4 ci-dessus et du récépissé de demande d'autorisation délivré par le Ministre de l'Intérieur.

Lorsqu'elles sont autorisées par l'autorité compétente, les associations de développement agréées à titre provisoire sont agréées à titre définitif de plein droit, sur leur demande.

Lorsque la demande d'autorisation est rejetée ou lorsque l'association de développement tombe sous le coup d'une interdiction prononcée en application des dispositions de la loi n° 64.098 du 9 juin 1964 ou de toutes autres dispositions légales, l'agrément à titre provisoire ou, s'il y a lieu, l'agrément à titre définitif, sont considérés caducs.

Article 11/ L'autorité chargée de la coordination de la lutte contre la pauvreté et du développement à la base assure, dans un esprit de partenariat et en concertation avec les ministères intéressés, une fonction de contrôle, de suivi, d'évaluation de l'impact des actions et de conseil et d'arbitrage à l'égard des associations de développement agréées, dans les conditions prévues aux articles 12 et 13 ci-après.

Article 12/ Sans préjudice des compétences de la Cour des Comptes, telles qu'elles résultent de l'article 15 de la loi n° 93.19 du 26 janvier 1993, l'autorité chargée de la coordination de la lutte contre la pauvreté et du développement à la base peut, en présence des responsables des associations de développement agréées, faire visiter, par ses agents spécialement habilités à cet effet, les installations, infrastructures ou toute autre réalisation, en vue de s'assurer de la bonne exécution des engagements de ces associations envers l'Etat et, le cas échéant, de la permanence de l'intérêt général qui s'attache à leurs activités.

Les matériels, engins, véhicules et objets divers exonérés des droits et taxes ou bénéficiant d'un régime de faveur en vertu des dispositions des articles 7 et 8 ci-dessus font l'objet d'un contrôle de conformité de la part des services

compétents du Ministère chargé des Finances.

Les associations de développement agréées sont tenues de présenter à l'autorité chargée de la coordination de la lutte contre la pauvreté et du développement à la base, chaque année, trois mois après la clôture de leur exercice, un rapport général faisant le point de leurs activités au cours de l'année écoulée et, à l'expiration de chaque programme, un rapport d'exécution en trois exemplaires.

Article 13/ L'autorité chargée de la coordination de la lutte contre la pauvreté et du développement à la base peut décider à tout moment d'une évaluation de l'impact des projets et programmes des associations de développement agréées. Cette évaluation est réalisée par les services de son administration ou, avec son accord, par tous les départements ministériels intéressés, les organismes publics ou parapublics ou par les associations elles-mêmes et leurs bailleurs de fonds.

Article 14/ L'autorité chargée de la coordination de la lutte contre la pauvreté et du développement à la base est chargée de trouver un règlement amiable aux différends qui pourraient impliquer une association de développement de droit étranger dans le cadre de ses activités en Mauritanie.

Article 15/ Les dispositions de la présente loi s'appliquent **mutatis mutandis** aux unions d'associations de développement et aux institutions privées nationales ou de droit étranger sans but lucratif ayant pour objet l'un des domaines d'action prévus à l'article 1 ci-dessus, et notamment aux fondations de Bienfaisance.

Article 16/ A titre transitoire, les associations de droit étranger présentant le caractère d'association de développement au sens des dispositions de la présente loi bénéficient de plein droit, à leur demande,

d'un agrément à titre provisoire, tel que prévu à l'article 10 ci-dessus, lorsqu'elles justifient d'une période d'activité au moins égale à deux ans en Mauritanie, à travers une convention avec l'Etat mauritanien ou l'une de ses institutions ou tout autre arrangement portant sur l'exécution d'un programme de lutte contre la pauvreté et de développement à la base, en cours de validité à la date de promulgation de la présente loi.

La demande d'agrément à titre provisoire doit être faite dans un délai de six mois à compter de la date de promulgation de la présente loi.

Article 17/ Des décrets définiront en tant que de besoin, les modalités d'exécution de la présente loi.

Article 18/ Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires, et notamment celles du décret n° 96.015 du 3 mars 1996 fixant les relations entre l'Etat et certaines associations.

Article 19 / la Présente loi sera publiée selon la procédure d'urgence et exécutée comme loi de l'Etat.

Nouakchott, le 26 juillet 2000
Le Président de la République
Maaouya Ould Sid'Ahmed Taya
Le Premier Ministre
Cheikh El Avia Ould Mohamed Khouna

~~LOI N° 2000 - 045 DU 26 JUILLET 2000
PORTANT CODE DE L'ENVIRONNEMENT~~

~~L'Assemblée Nationale et le Sénat ont adoptés; le Président de la République promulgué la loi dont la teneur suit:~~

~~TITRE I~~

~~DISPOSITIONS GENERALES~~

~~CHAPITRE I~~

~~DEFINITION, OBJET~~

Article 1 : ~~La présente loi a pour objet d'établir les principes généraux qui doivent~~

~~fonder la politique nationale en matière de protection de l'environnement et servir de base pour l'harmonisation des impératifs écologiques avec les exigences d'un développement économique et social durable.~~

Article 2 : ~~Au sens de la présente loi, l'environnement est défini comme l'ensemble des éléments physiques, chimiques et biologiques, naturels ou artificiels et des facteurs économiques, sociaux et culturels dont les interventions sont susceptibles d'avoir un effet direct ou indirect, immédiat ou à terme sur le milieu ambiant, sur les ressources naturelles, sur les organismes vivants et conditionnent le bien être de l'homme.~~

Article 3 : ~~La politique nationale de l'environnement visée à l'article 1 ci-dessus tend notamment à garantir:~~

- ~~1°) : la conservation de la diversité biologique et l'utilisation rationnelle des ressources naturelles;~~
- ~~2°) : la lutte contre la désertification;~~
- ~~3°) : la lutte contre les pollutions et nuisances;~~
- ~~4°) : l'amélioration et la protection du cadre de vie;~~
- ~~5°) : l'harmonisation du développement avec la sauvegarde du milieu naturel.~~

~~CHAPITRE II~~

~~PRINCIPES FONDAMENTAUX.~~

Article 4 : ~~L'environnement constitue un patrimoine national dont la gestion doit concilier les droits des générations actuelles avec ceux des générations futures et l'exploitation des ressources naturelles doit garantir leur usage durable. Elle s'inscrit dans la perspective d'une intégration des préoccupations environnementales dans les politiques de développement.~~

Article 5 : ~~Les lois et règlements organisent le droit de chacun à un environnement sain~~